

Statuts du PDC suisse

Les articles modifiés lors de l'Assemblée des délégué-e-s du 19 août 2000 à Delémont sont les suivants:

- art. 17
- art. 22
- art. 23
- art. 27
- art. 28
- art. 29
- art. 31
- art. 32
- art. 33
- art. 34
- art. 35

Les articles modifiés lors de l'Assemblée des délégué-e-s du 25 juin 2005 à Einsiedeln sont les suivants :

- art. 4
- art. 16bis
- art. 24
- art. 29
- art. 31
- art. 33
- art. 43bis

Les articles modifiés lors de l'Assemblée des délégué-e-s du 26 avril 2008 à Belp sont les suivants :

- art. 28
- art. 32

L'article modifié lors de l'Assemblée des délégué-e-s du 26 octobre 2013 à Tenero est le suivant :

- art. 29

Sommaire

Titre 1 : Dispositions générales	5
Art. 1 Nom et principes	5
Art. 2 Buts	5
Art. 3 Siège	6
Titre 2 : Qualité de membre.....	6
Art. 4 Acquisition et perte.....	6
Art. 5 Cartothèque centrale des membres	6
Art. 6 Droits des membres	6
Art. 7 Devoirs des membres	6
Art. 8 Incompatibilités	7
Titre 3 : Personnes sympathisantes	7
Art. 9 Conditions et conséquences juridiques.....	7
Titre 4 : Composition du parti	7
Chapitre 1er : Dispositions communes	7
Art. 10 Organisation du parti.....	7
Art. 11 Tâches communes	7
Chapitre 2 : Partis locaux.....	8
Art. 12 Principes organisationnels	8
Chapitre 3 : Partis cantonaux.....	8
Art. 13 Principes organisationnels	8
Art. 14 Contenu minimal des statuts	9
Art. 15 Fidélité au parti suisse	9
Chapitre 4 : Autres subdivisions	9
Art. 16 Groupements	9
Art. 16 ^{bis} Cybercommunauté PDC	9
Titre 5 : Organisation du parti suisse.....	10
Chapitre 1er : Structures.....	10
Art. 17	10
Chapitre 2 : Organes.....	10
Paragraphe 1 : Dispositions communes.....	10
Art. 18 Représentation équitable	10
Art. 19 Durée des mandats	10
Art. 20 Destitution	10
Art. 21 Décisions.....	11
Paragraphe 2 : Congrès du parti (CoP).....	11
Art. 22 Fonction et composition	11
Art. 23 Convocation	11
Paragraphe 3 : Assemblée des délégué-e-s (AD).....	11
Art. 24 Fonction et composition	11
Art. 25 Délégué-e-s.....	12
Art. 26 Participant-e-s avec voix consultative	12
Art. 27 Convocation	12
Art. 28 Compétences	13
Paragraphe 4 : Comité du parti (CP).....	13
Art. 29 Fonction et composition	13
Art. 30 Convocation	14
Art. 31 Compétences	14
Paragraphe 5 : Présidence du parti (PP)	15
Art. 32 Fonction et composition	15

Art. 33	Compétences	15
Paragraphe 6 :	Commission de contrôle	16
Art. 34	Fonction et composition	16
Art. 35	Compétences	16
Paragraphe 7 :	Tribunal arbitral.....	17
Art. 36	Fonction et composition	17
Chapitre 3 :	Autres institutions	17
Art. 37	Rencontres et groupes d'étude	17
Art. 38	Secrétariat général.....	17
Art. 39	Groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale	18
Art. 40	Journées d'études et cours de formation	18
Chapitre 4	Instruments	18
Paragraphe 1 :	Votations primaires.....	18
Art. 41	Règlement et caractère contraignant	18
Paragraphe 2 :	Propositions des membres	19
Art. 42	Initiatives	19
Art. 43	Référendum	19
Art. 43 ^{bis}	Droits de participation de la cybercommunauté PDC	19
Titre 6 :	Finances du parti suisse	20
Art. 44	20
Titre 7 :	Responsabilité.....	20
Art. 45	20
Titre 8 :	Révision des statuts	20
Art. 46	Terme, procédure et quorums.....	20
Titre 9 :	Différentes dispositions	21
Art. 47	Publications du parti.....	21
Titre 10 :	Dispositions transitoires et finales.....	21
Art. 48	Droit transitoire et abrogation du droit précédent.....	21
Art. 49	Droit complémentaire	21
Art. 50	Entrée en vigueur.....	21

Le Parti démocrate-chrétien suisse, conformément aux articles 60-79 du Code civil suisse (CC) du 10 décembre 1907, se donne les statuts suivants :

Titre 1 : Dispositions générales

Art. 1 Nom et principes

¹ Le „Parti démocrate-chrétien suisse“ (PDC suisse), „Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz“ (CVP Schweiz), Partito popolare democratico svizzero (PPC svizzero), „Partida cristiandemocratica Svizra (PCD Svizra)“ est un parti politique organisé selon les articles 60-79 du Code civil suisse.

² Le parti réunit des femmes et des hommes de tous milieux sociaux et de toutes confessions qui veulent défendre les intérêts de la collectivité dans le respect de la dignité de la personne humaine et de la création, conformément aux principes fondamentaux chrétiens.

³ Les piliers de son action sont :

- a. la responsabilité individuelle (subsidiarité) qui va de pair avec l'assistance aux personnes dans le besoin (solidarité) et
- b. la tolérance envers les personnes ayant des opinions divergentes qui va de pair avec la prise de conscience de l'obligation faite à chacun de promouvoir le bien commun.

Art. 2 Buts

¹ Le parti contribue à faire évoluer la construction de la société et l'organisation de l'Etat afin de permettre :

- a. à tout être humain d'épanouir librement sa personnalité et aux groupes sociaux, en particulier à la famille sous toutes ses formes, de se développer harmonieusement selon leur fin et leur signification propres;
- b. à la société de tendre, par la solidarité de ses membres, à la justice sociale et à la promotion du bien commun;
- c. à une économie performante et tenant compte des réalités sociales d'exister, de se développer et de s'affirmer;
- d. à la nature d'être exploitée avec ménagement et retenue;
- e. à l'Etat et aux groupements sociaux d'exercer un pouvoir légitime, soumis à un contrôle;
- f. à la Confédération, aux cantons et aux communes d'accomplir leurs tâches en ayant pour principe que la communauté de rang supérieur n'intervienne qu'avec la plus grande retenue (fédéralisme et subsidiarité), et de renforcer la cohésion nationale;
- g. à la Suisse d'assurer son indépendance et sa sécurité par la coopération avec d'autres Etats et de contribuer à la sécurité et à la paix en Europe et dans le monde par la coopération avec d'autres Etats.

² Le parti évalue périodiquement les questions politiques et coordonne ses actions en conséquence.

Art. 3 Siège

Le PDC suisse (parti suisse) a son siège à Berne.

Titre 2 : Qualité de membre

Art. 4 Acquisition et perte

¹ Peut devenir membre du parti quiconque veut promouvoir la réalisation de ses objectifs.

² La qualité de membre s'acquiert par l'adhésion au parti local, à défaut, au parti cantonal, au besoin au parti suisse ou encore par l'affiliation à un groupement (art. 16) du parti.

³ Les statuts des partis cantonaux règlent les modalités de l'acquisition et de la perte de la qualité de membre. Ils désignent les instances à qui reviennent les décisions définitives en matière d'admission et d'exclusion de membre.

Art. 5 Cartothèque centrale des membres

¹ Le secrétariat général gère une cartothèque centrale et interconnectée des membres.

² La cartothèque des membres est déterminante pour réaliser des votations primaires (art. 41) et adopter des propositions des membres (art. 42 et 43) à l'intérieur du parti. De plus, cette cartothèque est à disposition des partis cantonaux pour effectuer des élections primaires en vue des élections fédérales et cantonales.

³ Le parti suisse n'a pas le droit d'utiliser la cartothèque centrale des membres sans le consentement écrit des partis cantonaux concernés pour récolter des fonds auprès des membres du canton.

⁴ Les détails sont réglés par l'assemblée des délégué-e-s et font l'objet d'un règlement.

Art. 6 Droits des membres

¹ Tous les membres disposent d'un droit de vote identique en cas de votations primaires (art. 41) ou de scrutins sur des propositions des membres (art. 42 et 43).

² Chaque membre peut exprimer librement son opinion à l'intérieur du parti.

³ Seuls les membres peuvent être élus aux fonctions au sein du parti.

Art. 7 Devoirs des membres

¹ Chaque membre coopère, dans le cadre des statuts, à la formation de la pensée et de la volonté politiques à l'intérieur du parti et collabore à la réalisation des buts du parti.

² Chaque membre verse des cotisations. Les détails sont réglés par l'assemblée des délégué-e-s et font l'objet d'un règlement financier.

Art. 8 Incompatibilités

¹ L'appartenance à et l'engagement au sein d'organisations ou de groupements qui combattent les principes du parti (art. 1 et art. 2) sont incompatibles avec une affiliation au PDC.

² Le comité du parti cantonal décide de l'incompatibilité pour chaque cas particulier en appréciant les circonstances exactes. Si les circonstances dépassent le cadre cantonal, le comité du parti suisse en décide.

Titre 3 : Personnes sympathisantes

Art. 9 Conditions et conséquences juridiques

¹ Sont considérées comme sympathisantes et sympathisants en particulier les personnes qui, sans avoir la qualité de membre (art. 4 - 7),

- a. participent aux travaux du PDC suisse ou
- b. soutiennent financièrement le PDC suisse.

² Des personnes morales peuvent aussi avoir le statut de sympathisant.

³ Les sympathisantes et sympathisants n'ont pas le droit de vote et ne sont pas éligibles. Ils peuvent toutefois être conviés à des manifestations spéciales du PDC suisse. Dans ce cas, ils ont droit à la parole ainsi que le droit de présenter des propositions.

⁴ Les sympathisantes et sympathisants décident librement du versement de contributions financières.

Titre 4 : Composition du parti

Chapitre 1er : Dispositions communes

Art. 10 Organisation du parti

¹ Le PDC suisse se compose :

- a. de partis locaux;
- b. de partis cantonaux;
- c. du parti suisse ;

² Des groupements (art. 16) peuvent être formés à tous les niveaux.

Art. 11 Tâches communes

Tous les niveaux du parti participent à la vie politique :

- a. en stimulant la formation de la pensée et de la volonté politiques au sein du parti et dans la vie publique;
- b. en représentant et en propageant la pensée démocrate-chrétienne afin de faire connaître les objectifs du parti et de gagner de nouveaux membres;

- c. en prenant en considération, en formulant et en soutenant les besoins justifiés de la population;
- d. en prenant position lors de votations et en se prononçant sur d'autres questions d'ordre politique, économique, social et culturel;
- e. en informant les membres, les personnes sympathisantes ainsi que l'électorat de tous les sujets politiques importants, en organisant des manifestations ou en éditant des publications et en les amenant à collaborer activement;
- f. en soutenant la création et les activités de mouvements politiques féminins et de mouvements politiques de jeunes et de seniors;
- g. en présentant des candidates et des candidats aux élections;
- h. en défendant les intérêts du parti face aux autorités, aux associations et autres organisations;
- i. en participant à des échanges d'opinions et d'informations avec les autres organisations du parti dans les communes, les régions, les cantons et la Confédération;
- j. en favorisant les contacts et la sociabilité entre ses membres et également en entretenant des relations avec les autres milieux de la population.

Chapitre 2 : Partis locaux

Art. 12 Principes organisationnels

¹ Au niveau des communes, le PDC est organisé en partis locaux.

² Les grands partis locaux peuvent être subdivisés en sections, les petits peuvent regrouper plusieurs communes.

³ Le parti cantonal décide de la reconnaissance des partis locaux ainsi que de leur subdivision ou de leur regroupement.

⁴ Les organes compétents des partis cantonaux encouragent la création de partis locaux et l'encadrement de plus petits groupes de membres et de personnes sympathisantes du PDC par des partis locaux voisins ou par des personnes mandatées par le parti cantonal.

⁵ Le parti local annonce immédiatement au parti cantonal tout changement survenu dans l'état des membres.

⁶ Pour traiter de questions politiques régionales concrètes impliquant plusieurs cantons, les partis locaux concernés coordonnent leur action, en accord avec leurs partis cantonaux respectifs.

Chapitre 3 : Partis cantonaux

Art. 13 Principes organisationnels

¹ Les partis cantonaux sont les organisations faîtières du PDC :

- a. dans les limites d'un canton ou d'un demi-canton;

forme basée sur Internet. Les membres de la cybercommunauté PDC sont des personnes physiques qui la rejoignent.

² La cybercommunauté PDC est dirigée par les instances régulières du parti suisse. Les statuts du parti suisse sont valables pour la cybercommunauté PDC.

³ Les autres détails sont réglés dans un règlement relatif à la cybercommunauté PDC approuvé par le comité du parti.

Titre 5 : Organisation du parti suisse

Chapitre 1er : Structures

Art. 17

¹ Les organes du parti suisse sont :

- a. le congrès du parti (CoP),
- b. l'assemblée des délégué-e-s (AD),
- c. le comité du parti (CP),
- d. la présidence du parti (PP),
- e. la commission de contrôle,
- f. le tribunal arbitral.

² Les votations primaires et les propositions des membres (initiatives et référendums) sont des instruments du parti suisse.

Chapitre 2 : Organes

Paragraphe 1 : Dispositions communes

Art. 18 Représentation équitable

Dans la composition des organes à tous les niveaux du parti, il convient d'aménager une représentation équitable des régions, des langues, des confessions, des sexes, des classes d'âge, des groupements et des couches sociales qui composent le parti.

Art. 19 Durée des mandats

¹ Les membres de tous les organes du parti suisse sont élus pour une période de quatre ans.

² Les postes vacants seront repourvus pour la fin de la durée du mandat.

Art. 20 Destitution

¹ Les délégué-e-s ordinaires peuvent demander à l'organe électoral compétent de destituer un membre exerçant un mandat au sein d'un organe ordinaire du parti.

² En cours de mandat, les membres des organes du parti suisse ne peuvent être destitués qu'à la majorité des deux tiers de tous les membres de l'organe électoral.

³ Les détails sont réglés par l'assemblée des délégué-e-s et font l'objet d'un règlement de procédure.

Art. 21 Décisions

¹ Au sein des organes du parti suisse, les décisions sont prises et les scrutins majoritaires effectués à mains levées. Les scrutins proportionnels se font par écrit, au moyen de listes.

² Sur demande de la présidence du parti ou d'au moins un quart des membres présents, le vote s'effectue à bulletins secrets.

³ Le membre qui préside participe au scrutin. En cas d'égalité de voix, il lui appartient de départager s'il s'agit d'un vote; s'il s'agit d'une élection, le sort en décide.

⁴ Les détails sont réglés par l'assemblée des délégué-e-s et font l'objet d'un règlement de procédure.

Paragraphe 2 : Congrès du parti (CoP)

Art. 22 Fonction et composition

¹ Le congrès du parti sert à entretenir la cohésion à l'intérieur du parti, discute les affaires revêtant une importance fondamentale, se consacre aux thèmes prépondérants et traite les questions ayant une importance déterminante pour l'Etat et le parti.

² Il peut fixer les priorités politiques du parti à moyen et à long terme, déterminer les lignes directrices de l'activité politique et adopter des résolutions.

³ Tous les membres du parti ont le droit de vote.

Art. 23 Convocation

¹ La ou le président-e du parti convoque un congrès ordinaire du parti une fois par an. Un congrès extraordinaire du parti peut être convoqué en fonction des besoins sur décision de la présidence du parti ou du comité du parti ainsi que sur proposition d'un dixième des délégué-e-s ou de cinq partis cantonaux ou du groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale.

² Les membres du parti sont convoqués de manière adéquate, en principe 14 jours au moins avant la date du congrès; l'invitation fait mention de l'ordre du jour.

³ Le congrès du parti et une assemblée des délégué-e-s peuvent être convoqués ensemble et faire l'objet d'une seule et même manifestation.

Paragraphe 3 : Assemblée des délégué-e-s (AD)

Art. 24 Fonction et composition

¹ L'assemblée des délégué-e-s est l'organe ordinaire suprême du parti.

² Elle se compose :

- a. des délégué-e-s des partis cantonaux;
- b. des membres du comité du parti;

- c. des délégué-e-s des groupements reconnus par le comité du parti suisse;
- d. des représentant-e-s du parti au Conseil fédéral et à l'Assemblée fédérale;
- e. des membres PDC des gouvernements cantonaux ;
- f. les voix de délégué-e-s de la cybercommunauté PDC pour les objets sur lesquels la cybercommunauté PDC aura voté au préalable.

³ Les partis cantonaux élisent :

- a. un membre de l'assemblée des délégué-e-s par tranche de 2000 électrices et électeurs obtenus théoriquement lors des dernières élections non tacites au Conseil national;
- b. un membre à l'assemblée des délégué-e-s par tranche de 500 membres du parti enregistrés dans la cartothèque centrale des membres (art. 5).

⁴ Chaque parti cantonal et chaque groupement reconnu par le comité du parti sont chacun représentés par sept délégué-e-s au moins.

⁵ Chaque sexe doit être représenté à raison d'au moins trois personnes et de maximum deux tiers des effectifs au sein de chaque délégation. La délégation des Femmes PDC suisses est exclusivement féminine.

⁶ Le comité du parti suisse fixe la composition de l'assemblée des délégué-e-s après chaque renouvellement complet du Conseil national.

Art. 25 Délégué-e-s

¹ Les partis cantonaux et les groupements reconnus par le comité du parti suisse annoncent les délégué-e-s et leurs suppléant-e-s au secrétariat général.

² Le secrétariat général délivre des cartes de légitimation personnelles et incessibles.

³ Les détails sont réglés par l'assemblée des délégué-e-s et font l'objet d'un règlement de procédure.

Art. 26 Participant-e-s avec voix consultative

¹ Seront personnellement invités à participer aux assemblées des délégué-es, avec voix consultative:

- a. les membres de la commission de contrôle et du tribunal arbitral;
- b. les président-e-s et les secrétaires des groupements constitués au niveau fédéral ou leurs suppléant-e-s qui n'appartiennent pas à l'assemblée des délégué-e-s;
- c. les membres des groupes d'étude;

² La présidence du parti peut inviter d'autres personnes ayant voix consultative.

Art. 27 Convocation

1 L'assemblée des délégué-e-s est convoquée par la ou le président-e du parti :

- a. en assemblée ordinaire, au moins une fois par année;

- b. en assemblée extraordinaire sur décision du comité du parti, de la commission de contrôle, sur proposition d'un dixième des délégué-e-s, de cinq partis cantonaux ou du groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale;

² L'assemblée des délégué-e-s et un congrès du parti peuvent être convoqués ensemble et faire l'objet d'une seule et même manifestation.

³ Les délégué-e-s recevront une invitation écrite avec mention de l'ordre du jour en principe 14 jours au moins avant la date de l'assemblée.

Art. 28 Compétences

¹ L'assemblée des délégué-e-s se prononce sur :

- a. le programme du parti;
- b. les affaires revêtant une importance fondamentale, en particulier sur les lignes directrices de l'action politique;
- c. la promulgation et la modification des statuts, du règlement de la procédure (art. 20, alinéa 3; art. 21, alinéa 4; art. 25, alinéa 3; art. 35, alinéa 6; art. 36, alinéa 5 et art. 37, alinéa 3), du règlement financier (art. 7, alinéa 2 et art. 44 alinéa 2) et des règlements concernant la cartothèque des membres (art. 5, alinéa 4) et la participation au sein du parti (art. 41, alinéa 4, art. 42, alinéa 5 et art. 43, alinéa 3);
- d. la position du parti face aux projets importants soumis à des votations fédérales, sur proposition de la présidence du parti;
- e. le lancement d'initiatives populaires au niveau fédéral;
- f. les rapports d'activités du comité du parti, de la commission de contrôle, du tribunal arbitral et du groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale;
- g. les propositions, conformes aux statuts, soumises par des délégué-e-s et sur les initiatives internes conçues en termes généraux (art. 42, alinéa 2, lettre b).

² L'assemblée des délégué-e-s élit par scrutins séparés :

- a. la présidente ou le président du parti;
- b. deux vice-président-e-s;
- c. sept autres membres de la présidence;
- d. les trois membres de la commission de contrôle;
- e. la présidente ou le président ainsi que les quatre autres membres du tribunal arbitral et leurs suppléant-e-s.

Paragraphe 4 : Comité du parti (CP)

Art. 29 Fonction et composition

¹ Le comité du parti est l'organe directeur et exécutif du parti suisse.

² Le comité du parti se compose :

- a. des membres de la présidence (art. 32);

- b. du président ou de la présidente du parti cantonal et si possible d'un élu ou d'une élue à l'échelle nationale, cantonale ou communale. Les deux représentants sont de sexes et de générations différentes. Chaque parti cantonal désigne lui-même ses deux membres du comité et les annonce au parti suisse;
- c. de deux personnes par groupement reconnu (art. 16); au moins une personne doit être membre de la plus haute instance dirigeante dudit groupement. Chaque groupement désigne lui-même ses deux membres du comité et les annonce au parti suisse;
- d. de trois membres du groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale (art. 39) qui sont désignés par le groupe qui les annonce au parti suisse, en veillant à un mélange optimal des sexes et des régions linguistique ;
- e. des secrétaires des partis cantonaux avec voix consultative sans droit de vote.

³ La présidente ou le président du parti peut inviter d'autres personnes aux séances du comité. Ces dernières ont voix consultative.

Art. 30 Convocation

¹ Le comité du parti est convoqué en séance ordinaire au moins quatre fois par année par la présidente ou le président.

² Il est convoqué en séance extraordinaire :

- a. à la demande d'un quart de ses membres;
- b. sur décision de la commission de contrôle.

Art. 31 Compétences

¹ Le comité du parti gère les affaires politiques, exécute les décisions du congrès du parti et de l'assemblée des délégué-e-s et assure la liaison avec les autorités fédérales, le groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale, les partis cantonaux et les groupements.

² Le comité du parti assume en particulier les tâches suivantes :

- a. il décide la convocation extraordinaire du congrès du parti et de l'assemblée des délégué-e-s et prépare les objets qui y sont traités;
- b. il surveille l'activité de la présidence du parti;
- c. il fait chaque année rapport à l'assemblée des délégué-e-s sur la situation et l'activité politiques du parti;
- d. dans la mesure où une affaire ne peut être ajournée, il décide en lieu et place de l'assemblée des délégué-e-s;
- e. il prend position sur des questions politiques et des actions initiées par des personnes extérieures au parti;
- f. il décide, sur proposition de la présidence du parti (art. 33, alinéa 1, lettre k, chiffre 2), de la prise de position du parti face aux projets soumis à des votations populaires;
- g. il décide le lancement de référendums à l'échelon national;

- h. il prépare, en collaboration avec les partis cantonaux, les élections aux Chambres fédérales et dirige la campagne électorale nationale;
- i. il décide définitivement de la reconnaissance des groupements (art. 16, alinéa 3) et, sous réserve d'un recours au tribunal arbitral du parti suisse, de la reconnaissance (art. 13, alinéa 2) et de l'exclusion (art. 15, alinéas 2 et 3) des partis cantonaux;
- j. il forme des groupes d'étude et donne mandat d'entreprendre des études spéciales;
- k. il se prononce sur le budget du parti et adopte les comptes annuels ;
- l. il adopte le règlement relatif au statut de membre de la cybercommunauté PDC ;
- m. il décide du règlement relatif à la cartothèque centrale des membres ;
- n. il décide des questions ayant trait au développement de la cartothèque centrale des membres ;
- o. il décide des questions liées à la capacité du PDC suisse de mener des campagnes dans le cadre de votation et de leur financement.

Paragraphe 5 : Présidence du parti (PP)

Art. 32 Fonction et composition

¹ La présidence du parti est l'organe de gestion du comité du parti.

² La présidence du parti se compose de onze membres représentant équitablement les différentes régions linguistiques et culturelles du pays (art. 28):

- a. de la ou du président-e du parti et des deux vice-président-e-s;
- b. de la ou du président-e du groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale, nommé-e d'office;
- c. de sept autres membres.

³ Pas moins de quatre membres de la présidence du parti appartiennent au même sexe.

⁴ La ou le président-e du parti peut inviter aux séances de la présidence d'autres personnes. Celles-ci ont voix consultative.

⁵ La présidence du parti s'organise elle-même et répartit ses tâches en dicastères.

Art. 33 Compétences

¹ La présidence du parti assume les tâches suivantes :

- a. elle expédie les affaires administratives courantes ainsi que les affaires politiques urgentes et exécute les décisions du comité du parti;
- b. elle prépare les affaires à remettre au comité du parti;
- c. elle désigne une commission des finances;
- d. elle décide de la nomination et du licenciement de la ou du secrétaire général-e ainsi que des principaux collaborateurs et collaboratrices du secrétariat général;

- e. elle contrôle l'activité du secrétariat général;
- f. elle exécute les missions que lui confient les autres organes;
- g. elle entretient des relations avec les organisations et institutions proches du parti, avec d'autres partis ainsi qu'avec les mass médias;
- h. elle décide d'inviter des personnes ayant un rôle purement consultatif à l'assemblée des délégué-e-s;
- i. elle fixe quel organe prendra position face aux projets soumis en votations populaires; elle les soumet soit à l'assemblée des délégué-e-s (art. 28, 1er al. lettre d) soit au comité du parti (art. 31, al. 2, lettre f) ;
- j. elle gère et anime la cybercommunauté PDC conformément aux statuts et au règlement relatif au statut de membre.

² La présidence du parti et la ou le secrétaire général-e forment le bureau de l'assemblée des délégué-e-s et du congrès du parti.

Paragraphe 6 : Commission de contrôle

Art. 34 Fonction et composition

¹ La commission de contrôle examine la gestion administrative de la présidence et du comité du parti ainsi que la gestion et les comptes du secrétariat général. Elle traite les plaintes dirigées contre ces organes du parti ou contre le secrétariat général.

² La commission de contrôle est composée de trois membres. N'y sont pas éligibles les membres du comité et les personnes qui sont en rapport de service avec le parti ou le groupe parlementaire. Une sous-commission peut, si nécessaire, être constituée pour une durée limitée.

³ La commission de contrôle se constitue elle-même.

Art. 35 Compétences

¹ La commission de contrôle fait rapport :

- a. au comité du parti sur la gestion et les comptes du secrétariat général ainsi que sur les plaintes dirigées contre le secrétariat général;
- b. à l'assemblée des délégué-e-s sur la gestion administrative de la présidence et du comité du parti ainsi que sur les plaintes dirigées contre ces organes du parti;
- c. à l'assemblée des délégué-e-s sur sa propre activité de contrôle et sur ses décisions rendues sur recours.

² La commission de contrôle présente les propositions de décharge du secrétariat général, de la présidence et du comité du parti.

³ Des séances communes peuvent être convoquées sur proposition de la commission de contrôle ou de la présidence du parti.

⁴ Les détails sont réglés par l'assemblée des délégué-e-s et font l'objet d'un règlement de procédure.

Paragraphe 7 : Tribunal arbitral

Art. 36 Fonction et composition

¹ Le tribunal arbitral connaît définitivement des différends survenus :

- a. à propos de l'interprétation et de l'application des statuts et des règlements;
- b. entre des organes du parti suisse;
- c. entre des partis cantonaux;
- d. entre le parti suisse et les partis cantonaux;
- e. entre des groupements (art. 16), entre eux ou entre des groupements et des partis cantonaux ou le parti suisse.

² De plus, le tribunal arbitral connaît définitivement :

- a. des demandes d'exclusion dirigées contre des membres qui font partie du comité du parti ou du groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale.
- b. des recours formés contre des décisions du comité du parti portant sur la reconnaissance (art. 13, alinéa 2) ou l'exclusion (art. 15, alinéas 2 et 3) des partis cantonaux.

³ Le tribunal arbitral se compose de la ou du président-e et de quatre membres. N'y sont pas éligibles les personnes qui appartiennent à d'autres organes ordinaires du parti et les personnes qui sont en rapport de service avec le parti ou le groupe parlementaire.

⁴ Le tribunal arbitral se trouve, administrativement, sous le contrôle de l'assemblée des délégué-e-s. Il fait chaque année rapport à l'assemblée des délégué-e-s sur son activité.

⁵ Les détails sont réglés par l'assemblée des délégué-e-s et font l'objet d'un règlement de procédure.

Chapitre 3 : Autres institutions

Art. 37 Rencontres et groupes d'étude

¹ Dans le but de préparer des décisions de principe importantes portant sur le programme ou sur l'organisation du parti et afin de coordonner des actions particulières du parti au niveau de la Confédération, des cantons et des régions, la ou le président-e du parti et la ou le secrétaire général-e peuvent convoquer des rencontres nationales ou régionales.

² Le comité du parti suisse peut, afin de créer des bases de discussion et de décision à l'intention des organes du parti, constituer des groupes d'étude permanents ou ad hoc ou confier des études particulières.

³ Les détails sont réglés par l'assemblée des délégué-e-s et font l'objet d'un règlement de procédure.

Art. 38 Secrétariat général

¹ Le secrétariat général constitue l'état-major et le centre de l'organisation et de l'administration du parti. Il a son siège à Berne (art. 3).

⁴ Les détails sont réglés par l'assemblée des délégué-e-s et font l'objet du règlement sur la participation au sein du parti.

Paragraphe 2 : Propositions des membres

Art. 42 Initiatives

¹ Une révision des statuts peut être demandée par une initiative interne.

² Si une initiative aboutit formellement, la modification sera décidée :

- a. par votation primaire en cas de propositions clairement définies;
- b. par l'assemblée des délégué-e-s en cas de propositions conçues en termes généraux.

³ L'initiative interne doit être déposée auprès du secrétariat général. Son texte sera publié dans un organe du parti dans le courant du mois suivant du calendrier.

⁴ Pour aboutir formellement, l'initiative interne doit, dans les 60 jours qui suivent sa publication dans un organe du parti, obtenir le soutien :

- a. de trois partis cantonaux ou
- b. de vingt partis locaux de quatre différents cantons au minimum ou
- c. de mille membres inscrits au parti de quatre différents cantons au minimum.

⁵ Les détails sont réglés par l'assemblée des délégué-e-s et font l'objet du règlement sur la participation au sein du parti.

Art. 43 Référendum

¹ Le référendum interne permet de soumettre à une votation primaire une décision concernant la révision des statuts prise par l'assemblée des délégué-e-s.

² Pour aboutir formellement, le référendum interne doit, dans les 30 jours qui suivent l'adoption, obtenir le soutien :

- a. de deux partis cantonaux ou
- b. de quinze partis locaux de trois différents cantons au minimum ou
- c. de cinq cents membres inscrits au parti de trois différents cantons au minimum.

³ Les détails sont réglés par l'assemblée des délégué-e-s et font l'objet du règlement sur la participation au sein du parti.

Art. 43^{bis} Droits de participation de la cybercommunauté PDC

Le règlement relatif au statut de membre de la cybercommunauté PDC règle la manière et les critères devant être remplis pour qu'un objet proposé par la cybercommunauté PDC soit inscrit à l'ordre du jour d'une séance du comité du PDC suisse.

Titre 6 : Finances du parti suisse

Art. 44

¹ Les moyens financiers nécessaires au parti pour accomplir ses tâches sont fournis :

- a. par les cotisations des partis cantonaux;
- b. conformément à l'accord passé avec le groupe, par les cotisations du groupe de l'Assemblée fédérale et de ses membres;
- c. par les cotisations des magistrat-e-s et des membres du parti exerçant une fonction dans le service public;
- d. par des dons et des donations spontanés;
- e. par les recettes provenant d'actions ou de collectes;
- f. par des contributions particulières.

² Les détails sont réglés par l'assemblée des délégué-e-s et font l'objet d'un règlement financier.

Titre 7 : Responsabilité

Art. 45

¹ Seule la fortune du parti suisse est garante des obligations du PDC suisse.

² Toute responsabilité personnelle des membres, des partis cantonaux ou des groupements est exclue.

Titre 8 : Révision des statuts

Art. 46 Terme, procédure et quorums

¹ La révision des statuts peut être entreprise en tout temps.

² Chaque membre de l'assemblée des délégué-e-s peut proposer une modification des statuts.

³ La proposition doit être présentée par écrit à la ou au président-e du parti qui la soumettra au comité du parti pour préavis.

⁴ Chaque révision nécessite l'accord des deux tiers de tous les membres de l'assemblée des délégué-e-s présents.

⁵ Seule une assemblée des délégué-e-s convoquée uniquement à cet effet peut décider la dissolution du PDC suisse. La décision de dissoudre le PDC suisse doit être prise à une majorité des deux tiers de l'ensemble des membres de l'assemblée des délégué-e-s. La décision de dissoudre le parti est soumise à référendum (art. 43).

Titre 9 : Différentes dispositions

Art. 47 Publications du parti

¹ Le secrétariat général conçoit, rédige, et diffuse périodiquement des publications officielles du parti, ou y participe. Ces publications traitent des questions politiques relevant de tous les domaines.

² Les détails sont réglés par le comité du parti et font l'objet d'un règlement.

Titre 10 : Dispositions transitoires et finales

Art. 48 Droit transitoire et abrogation du droit précédent

¹ La présidence du parti doit être renouvelée, conformément aux dispositions des présents statuts, d'ici au 30 juin 2000. Les personnes qui, conformément aux statuts précédents, ont été élues à des fonctions au sein du parti suisse, terminent leur mandat.

² Les partis cantonaux et les groupements reconnus conformément au droit précédent conservent leur statut.

³ Au cours des années 1997-2000, le nombre de délégué-e-s des partis cantonaux sera redéfini chaque année en fonction du nombre de membres enregistrés dans la cartothèque centrale (art. 5) en cours d'année.

⁴ Les partis cantonaux et les groupements existants reconnus adaptent, si besoin est, leurs statuts aux nouveaux statuts du parti suisse dans un délai maximum de trois ans.

⁵ Les statuts du parti démocrate-chrétien suisse du 12 décembre 1970, ainsi que toutes les modifications apportées jusqu'au 20 avril 1995 inclus, sont abrogés.

⁶ Les règlements actuels du PDC suisse restent valables jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions d'exécution découlant des présents statuts.

Art. 49 Droit complémentaire

Dans la mesure où ces statuts ne tombent sous le coup d'aucun règlement, les dispositions non impératives du Code civil suisse sont appliquées.

Art. 50 Entrée en vigueur

¹ Les présents statuts ont été adoptés par l'assemblée des délégué-e-s du 19 avril 1997 à Sarnen et révisés partiellement par les assemblées des délégué-e-s du 19 août 2000 à Delémont et du 25 juin 2005 à Einsiedeln.

² Entrent en vigueur :

- a. les articles 1-40 et 44-50, le jour de leur adoption;
- b. les articles 41-43 simultanément au règlement sur la participation au sein du parti.
- c. les articles 17-35 partiellement révisés le 19 août 2000 entrent en vigueur le 20 janvier 2001.
- d. les articles révisés le 25 juin 2005 entrent en vigueur le jour de leur adoption.

Sarnen, 19 avril 1997

Le président :

Le secrétaire général:

ADALBERT DURRER,
Conseiller national

RAYMOND LORETAN